



HAL
open science

Mobilisations transnationales et environnement politique. La dynamique des organisations kurdes et alévistes, entre Turquie et Europe

Olivier Grojean, Elise Massicard

► **To cite this version:**

Olivier Grojean, Elise Massicard. Mobilisations transnationales et environnement politique. La dynamique des organisations kurdes et alévistes, entre Turquie et Europe. L'Etranger en questions, du Moyen Âge à l'an 2000, Le Manuscrit, pp.401-430, 2005. halshs-00805878

HAL Id: halshs-00805878

<https://shs.hal.science/halshs-00805878>

Submitted on 29 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mobilisations transnationales et environnement politique

La dynamique des organisations kurdes et alévistes, entre Turquie et Europe

Olivier Grojean (EHESS/Université de Lille 2)

Elise Massicard (CERAPS-CNRS)

Longtemps absente des domaines de recherches légitimes, l'étude des mobilisations des migrants établis en Europe est aujourd'hui en pleine expansion, tant en socio-histoire des migrations qu'en sociologie des mouvements sociaux, dont la rencontre est relativement récente. Trois évolutions complémentaires ont en effet parcouru la recherche française et européenne depuis une vingtaine d'années, contribuant à remettre en cause d'anciens paradigmes aujourd'hui désuets, à déplacer les angles et les échelles d'analyse et à introduire de nouvelles problématiques sur l'action collective en contexte migratoire. La première évolution a d'abord permis le passage d'un questionnement sur l'action collective « immigrée » à une réflexion sur la constitution *et* la mobilisation de groupes d'immigrés. En bref, si les mobilisations d'acteurs issus de l'immigration étaient autrefois analysées à travers le prisme de l'« intégration » et du « communautarisme » (la catégorie « immigrés » étant perçue comme homogène ou au contraire segmentée en différentes « communautés »), les chercheurs privilégient depuis peu une approche en termes situationnels, en cherchant à recontextualiser plus précisément l'action collective au sein du pays dit d'accueil (la situation des « sans-papiers » par exemple), ou en montrant comment la constitution d'un groupe issu d'un même pays d'origine n'est jamais « naturelle » mais liée - comme toute action collective - à l'activité d'entrepreneurs politiques. La deuxième évolution concerne un débat déjà ancien Outre-atlantique : si l'on s'est depuis longtemps intéressé en Europe à l'action collective des migrants visant à améliorer leur situation au sein du pays dit « d'accueil » (*immigrants politics*), la découverte des mobilisations en direction du pays d'origine (*homeland politics*) est récente et la recherche sur cette question encore embryonnaire. Les termes de diaspora ou de communautés transnationales, bien qu'assez peu heuristiques pour la compréhension des mobilisations des groupes d'immigrés (Dufoix, 2003 ; Grojean, 2004), ont cependant permis de rappeler qu'immigrer, c'est aussi conserver de forts liens avec son pays d'origine. Enfin, la troisième évolution, qui est intimement liée à la seconde, a également permis un renouveau des questionnements sur le contexte politique de l'action collective. Si un grand nombre d'auteurs continuent d'analyser les mobilisations des migrants à partir de conditions « objectives » liées à la position des acteurs au sein de leur société d'accueil (avec notamment l'utilisation encore fréquente du concept de « structure des opportunités politiques », SOP), il est aujourd'hui de plus en plus difficile de faire abstraction du contexte du pays d'origine, ainsi que des dynamiques qui relient ces deux espaces. Là encore, si les concepts mis en avant sont souvent peu satisfaisants, ils témoignent d'un heureux changement de perspective et d'une volonté de complexifier l'articulation entre les différents contextes politiques de l'action collective en exil.

Considérées simultanément, ces trois évolutions posent la question des trajectoires différenciées des mouvements d'immigrés, qu'ils soient liés à un même pays d'origine ou à des pays de départ (*sending countries*) différents. Comment penser l'articulation entre d'une part les contextes d'action, et d'autre part le travail de mobilisation des entrepreneurs politiques issus de l'immigration, les formes de ces mobilisations, les revendications qu'elles portent, les cibles qu'elles tentent d'atteindre ? Comment décrire et analyser tout à la fois le contexte du pays d'accueil et celui du pays d'origine, qui continue bien souvent à structurer - au moins en partie - les mobilisations en exil ? Les mobilisations des migrants de Turquie en Europe ont déjà été analysées à l'aune de cette question, tant en raison du caractère massif de cette migration (3,5 millions de personnes) que de son importante politisation. Les tentatives

d'élaboration d'une notion unifiante pour rendre compte du contexte d'action dans lesquelles les mouvements se meuvent sont même nombreuses : « espace social transnational » (Amiriaux, 1999), « espace trans-étatique » (Faist, 2000), « sphère publique transnationale » qualifiée de « *Deutschkei* » - compression de *Deutschland* et *Türkei* - (Argun, 2003), « structure des opportunités politique transnationale » (Ögelman, 2003)... Sans recenser ici les atouts et faiblesses de ces terminologies, on peut remarquer qu'elles dépassent de loin l'étude des mouvements transnationaux : elles impliquent en effet un nombre très important de variables, et courent le risque de rester des notions molles (« espace social transnational ») ou au contraire de participer à la construction d'un modèle objectiviste et parfois rigide (« SOP transnationale »). De par leur caractère englobant, ces notions ne nous semblent alors pas permettre d'éclairer le fonctionnement de cet espace, ni de montrer en quoi il influe sur les formes que prennent les mouvements en contexte migratoire. Pour ce faire, nous proposons de retenir la notion d'*espace transnational des mobilisations*, construite à partir de la notion d'« espace des mouvements sociaux » dans un cadre national (Mathieu, 2002, p. 75-100). Cet espace « se distingue des autres univers constitutifs du monde social en ce qu'il propose aux acteurs singuliers ou collectifs qui le composent des enjeux spécifiques (tels qu'accéder au statut d'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, porter des coups à ses antagonistes, etc.) tout en étant organisé par des temporalités, des règles et des principes d'évaluation propres, qui contraignent lourdement leurs pratiques, prises de positions, anticipations et stratégies » (*Ibid.*, p. 95). Un espace des mobilisations est donc relativement autonome des autres champs sociaux (notamment politique et médiatique), il est doué de règles de fonctionnement propres, et ses diverses composantes sont unies par des relations d'interdépendance mutuelle. La notion d'espace transnational des mobilisations paraît de ce fait mieux à même de rendre compte des trajectoires multiples des mouvements issus d'un même pays d'origine, en insistant sur les rapports de concurrence et de coopération entre les groupes, sur les relations qui se tissent avec les organisations extérieures à cet espace, mais aussi sur les rapports différenciés que les mouvements entretiennent tant à leur État d'accueil qu'à leur État d'origine¹. En effet, les mouvements ne sont pas simplement « insérés » dans cet espace, mais peuvent l'investir différemment en fonction de leurs ressources, des compétences de leurs membres, ou de leurs interactions avec l'extérieur : nous considérons donc cet espace non comme une réalité objective, mais comme un horizon dans lequel les acteurs peuvent inscrire « les objectifs qu'ils assignent généralement à leurs actions volontaires, et en fonction desquels ils évaluent chances et risques » (Lagroye, 1993, p. 169)².

Pour opérationnaliser cette notion, il nous a semblé pertinent d'analyser conjointement plusieurs « industries de mouvement social » (McCarthy et Zald, 1977) investies dans l'espace transnational des mobilisations de Turquie. Les domaines de lutte dans cet espace sont nombreux (questions kurde³, alévie⁴, islamique, étatique, nationaliste turque, syndicale,

¹ Comme le souligne Lilian Mathieu, cette notion permet également d'investir davantage l'échelle méso-sociologique (longtemps délaissée par la sociologie des mobilisations au profit des échelles macro et micro-sociologiques) et de dépasser la dichotomie objectif/subjectif.

² Notre définition prend acte de l'impossibilité tant pratique que théorique pour une organisation ne se réclamant pas de l'espace politique de Turquie d'investir cet espace des mobilisations : les organisations opèrent dans cet espace *at home or/and abroad*.

³ Il y a environ 20% de Kurdes en Turquie. Le PKK - Parti des Travailleurs du Kurdistan, basé en Syrie et aujourd'hui en Irak - domine la question kurde depuis 1978. Il a mené une lutte de guérilla en Turquie entre 1984 et 1999, date de l'arrestation de son chef Abdullah Öcalan. Pris de cours par la guerre en Irak, il oscille aujourd'hui entre déstructuration et reconsolidation. Il influençait fortement les différents partis kurdes légaux en Turquie jusqu'à très récemment, et entretient des relations conflictuelles avec le PSK - Parti socialiste du Kurdistan, basé en Suède.

⁴ Les alévis, de croyance hétérodoxe et pouvant être kurdophones ou turcophones, constituent environ 15 à 20% de la population de Turquie. Leurs organisations sont nombreuses, mais plus hiérarchisées autour d'un acteur

féminine, écologique, etc.). Nous avons choisi de focaliser notre attention sur les mouvements nationalistes kurdes et alévistes⁵, qui sont socialement assez comparables⁶, mais ont des pratiques très différentes, tant en Turquie qu'en Europe. Certaines organisations ne sont ainsi actives qu'en Europe, alors que d'autres vont et viennent par-delà les frontières. Parmi ces dernières, certaines adoptent des modes d'action et des registres discursifs comparables en Turquie et en exil (PKK), alors que d'autres adaptent leurs discours et leurs pratiques et se saisissent d'opportunités très localisées pour faire avancer leur cause (les organisations alévistes). Mettre en regard deux mouvements relativement proches nous semble permettre de mieux comprendre quels éléments déterminent les trajectoires différenciées - et parfois opposées - des mouvements et des organisations qui les composent.

Nous reviendrons ainsi d'abord sur la constitution de cet espace des mobilisations sur une pluralité de territoires à partir de la fin des années 1970 (I). L'étude de l'évolution des organisations kurdes et alévistes en son sein permettra ensuite d'exposer les logiques de compétition et de coopération horizontales (entre groupes et mouvements) mais aussi verticales (entre mouvements situés à la fois en Europe et en Turquie) : une réelle division du travail militant conduit les mouvements à investir certains problèmes publics, parfois même quasi-indépendamment du contexte dans lequel ils s'inscrivent (II). Nous verrons alors dans quelle mesure les compétences politiques des militants kurdes et alévistes permettent d'éclairer cette division du travail et contraignent les trajectoires des organisations, leurs modes d'action et les problèmes publics qu'ils tentent d'investir (III). Mais cette répartition tacite des tâches s'explique également par des contraintes externes : les interactions avec les tiers, institutions et organisations allemandes - qui sont extérieures à cet espace des mobilisations mais peuvent influencer fortement sur lui - jouent également un rôle central dans les trajectoires organisationnelles, en ce qu'elles peuvent conduire à légitimer ou délégitimer une organisation ou même un mouvement entier (IV).

LA CONSTITUTION DE L'ESPACE TRANSNATIONAL DES MOBILISATIONS DE TURQUIE

La formation de l'espace des mobilisations de Turquie est fortement marquée par les années 1970. Après le coup d'État de 1971 et la répression des mouvements de gauche, de nombreux groupes radicaux (de gauche, de droite ou islamistes) se constituent (Landau, 1974). La déstructuration des hiérarchies traditionnelles liée à l'exode rural, aux transformations économiques et au désengagement de l'État dans certaines régions anatoliennes entraînent une politisation rapide de la société, les jeunes participant massivement aux affrontements⁷. Si tous les discours sont orientés vers l'État, les violences prennent peu les institutions pour cible et restent extrêmement territorialisées, ce qui contribue à la formation d'un espace des mobilisations très fragmenté. Le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 a explicitement pour objectif de réconcilier la société autour d'une identité nationale fondée sur la turcité et un islam nationalisé, et de la dépolitiser par la répression des

central en Europe (la Confédération des Unions alévies-bektachies et ses fédérations nationales, notamment l'AABF, *Almanya Alevi Birlikleri Federasyonu*, Fédération des Communautés Alévies d'Allemagne) qu'en Turquie.

⁵ Par l'emploi des termes alévisme et nationalisme kurde, nous distinguons le fait social (alévitité, kurdicité) de la mobilisation en son nom (alévisme, nationalisme).

⁶ Les mouvements nationalistes kurdes et alévistes ont une généalogie comparable, revendiquent la reconnaissance d'une culture menacée, et s'inscrivent contre l'identité nationale officielle depuis les années 1980, basée sur la turcité et l'islam.

⁷ Les violences politiques dans les régions kurdes du sud-est du pays sont assez différentes de celles des « zones sensibles » où coexistent Kurdes et Turcs, alévis et sunnites (Bozarslan, 1999), et encore davantage des violences qui se développent dans le reste de la Turquie. La question kurde est en effet également transfrontalière (sphère moyen-orientale) et obéit à des logiques qui peuvent dépasser le cadre national turc.

« mouvements diviseurs », répression qui est particulièrement sévère contre les mouvements de gauche et dans les régions kurdes. Il en résulte à la fois un véritable laminage des organisations puis, après quelques années, des contre-mobilisations notamment nationalistes kurdes, islamistes et alévistes.

La répression s'avérant extrêmement violente, de nombreux militants gagnent l'Europe afin d'y obtenir l'asile. C'est vers Allemagne, qui comptait déjà une migration de travail originaire de Turquie très nombreuse depuis les années 1960 (les *Gastarbeiter*), qu'ils se tournent majoritairement⁸. Or, à la fin des années 1970, la structure sociale de la population immigrée de Turquie est en plein bouleversement : alors que dans les années 1960 elle est majoritairement composée d'hommes seuls, la politique de regroupement familial initiée en 1973 entraîne involontairement l'afflux de femmes et d'enfants, et donc la diversification sociale des migrants de Turquie. La rencontre entre cette population et les nouveaux réfugiés très politisés participe d'une différenciation culturelle au sein de l'espace migratoire : de nombreux Turcs vont alors « redécouvrir leurs racines » et devenir Kurdes au lieu de devenir Allemands (Leggewie, 1999). Mais l'arrivée massive de réfugiés entraîne également la transnationalisation des problèmes publics turcs, l'élargissement et la déterritorialisation de l'espace des mobilisations de Turquie. La question kurde, et quelques années plus tard alévie, est ainsi progressivement débattue et produite simultanément en Turquie et en Europe. La transnationalisation de l'espace des mobilisations n'en reste pas moins toujours imparfaite : si les réseaux traversent les frontières, compétences et biens symboliques sont loin d'être toujours transférables et convertibles entre les deux territoires (Amiriaux, 1999).

Dans quelle mesure cet espace des mobilisations est-il autonome par rapport à la politique institutionnelle ? Les mouvements kurdes et alévistes ont d'abord relativement peu de liens avec les partis (en Turquie comme en Allemagne), tout du moins au niveau national⁹. Cependant, l'État turc reste la cible (positive ou négative) de la majorité des revendications des acteurs. Tous doivent donc se positionner par rapport à un certain nombre de problèmes publics communs : dans les années 1980 et 1990, ce sont principalement ceux de la religion et de la laïcité, de l'ethnicité et du nationalisme, de la démocratie et de la sécurité. Au-delà, l'État turc est également devenu un acteur transnational à part entière par l'intermédiaire de ses consulats et d'associations pro-étatiques, et joue ainsi un rôle important en Europe. Le discours officiel et les logiques sécuritaires continuent donc d'imprégner les univers de sens des acteurs immigrés, y compris d'opposition : le PKK a ainsi quasiment adopté « en miroir » le discours des institutions (Grojean, à paraître). On retrouve le même phénomène chez les alévistes, au moins au début du mouvement (Massicard, 2005)¹⁰. Tous les autres acteurs de l'espace (islamistes, gauche radicale, droite nationaliste, et évidemment étatistes) font de même : leurs formes d'organisation, leurs modes d'action et de justification ainsi que leurs revendications sont majoritairement situés par rapport à l'espace politique turc et restent donc relativement indépendants des contextes nationaux européens (ils sont souvent les mêmes en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne par exemple¹¹). On peut en conclure que cet espace transnational des mobilisations est doté d'un univers de pratiques et de sens spécifique,

⁸ Les migrants originaires de Turquie sont environ 2,5 millions en Allemagne actuellement. Parmi eux, on compte environ un cinquième à un quart de Kurdes, l'ordre de grandeur étant à peu près similaire pour les alévis.

⁹ Les partis kurdes, régulièrement interdits, ont d'énormes difficultés légales à être représentés l'Assemblée nationale de Turquie.

¹⁰ Certaines organisations alévistes ont ensuite tenté de s'émanciper du discours turc (en appelant notamment les alévis à acquérir la nationalité allemande), mais ont été rapidement rappelés à l'ordre, montrant qu'il peut s'avérer très difficile de quitter l'espace des mobilisations de Turquie (Sökefeld, 2004).

¹¹ Pour une comparaison entre Allemagne et Pays-Bas confirmant cette hypothèse, voir Østergaard-Nielsen, 2001.

liés à son historicité et à l'expérience accumulée des acteurs qui le composent. Comme tout espace social, il génère également des logiques de conflit et de différenciation.

STRUCTURATION TRANSNATIONALE ET CONCURRENCE

Postuler l'existence d'un espace transnational des mobilisations de Turquie, c'est en effet considérer que cet espace fait sens pour les acteurs eux-mêmes : appartenir à l'espace, c'est d'abord savoir comment il fonctionne. Les dynamiques internes à cet espace permettent donc selon nous de rendre compte des trajectoires différenciées des mouvements. On peut distinguer des logiques de compétition et de coopération verticales (entre organisations d'un même mouvement situées sur des territoires différents) et horizontales (entre organisations ou mouvements différents). Cette dichotomie est en fait bien plus complexe : le PKK (actif au Moyen-Orient et en Europe) se situe ainsi par rapport aux PSK (essentiellement actif en Europe), par rapport aux organisations de gauche turque (plus actives en Turquie qu'en Europe), mais aussi par rapport aux organisations kurdes d'Irak... et s'oppose de manière générale aux organisations pro-étatiques et nationalistes turques, qu'elles soient actives en Europe ou en Turquie... Il nous semble néanmoins possible de présenter de cette manière les logiques de concurrence, de coopération et d'opposition qui structurent l'espace transnational des mobilisations de Turquie et influent sur les trajectoires des organisations.

Au sein du mouvement kurde, le PSK n'a pas d'activités significatives au Moyen-Orient et les partis kurdes légaux ne sont représentés que symboliquement en Europe. Le PKK est donc le seul à avoir véritablement investi tous les territoires de l'espace et il est habituellement décrit comme un parti très hiérarchisé et centralisé. La culture politique du parti, de même que l'extraordinaire coordination de certaines de ses actions sur une pluralité de territoires (on peut penser aux nombreuses manifestations consécutives à la fuite et l'arrestation d'Öcalan en 1998-1999), tendent en effet à montrer que le comité central contrôle en grande partie les activités des militants au Moyen-Orient et en Europe. Or, une analyse plus approfondie du parti laisse penser que si l'idéologie est fortement centralisatrice, le fonctionnement effectif de l'organisation est souvent davantage décentralisé : l'investissement dans le transnational induit en effet des contraintes organisationnelles importantes, et nécessite de prendre en compte les contextes locaux (Grojean, 2004). Ainsi, la rupture du cessez le feu de 1993 en Turquie semble bien liée à une décision locale et non à un ordre venu de Damas, de même que la réaction violente des manifestants du PKK à Dortmund en 1996 pourrait avoir été décidée par la branche allemande de l'organisation. Au-delà, et même si d'autres dynamiques peuvent jouer, Öcalan est progressivement devenu la clé de voûte soutenant les différentes tendances du PKK : les cadres politiques d'une part (souvent éduqués, basés en Europe, et favorables à une solution négociée) et les commandants militaires d'autre part (souvent moins éduqués, plus favorables à la poursuite de la guerre) (Bruinessen, 2000). Les conflits de compétences paraissent alors participer des trajectoires parfois différentes du parti en Turquie et en Europe. En ce cas, la ressemblance qui subsiste entre les modes d'actions, les registres du discours et l'agenda politique des deux composantes de l'organisation peut être perçue comme un moyen de relier symboliquement et pratiquement les militants européens aux militants situés au Moyen-Orient. L'utilisation de la violence en Europe peut en effet permettre de sensibiliser les immigrés kurdes à l'injustice et à la souffrance du peuple kurde au Moyen-Orient et de les inciter à s'engager sur le même mode que les militants actifs en Turquie. L'imposition de la temporalité de la guérilla permet en outre d'exiger un investissement maximal des militants (dans les années 1990, les grèves de la faim n'ont par exemple lieu en Europe que lorsque la situation de la guérilla est critique au Moyen-Orient)...

Pour les alévistes, la temporalité de la mobilisation d'Allemagne dépend certes également de l'agenda politique turc : les manifestations alévistes les plus massives en Allemagne¹² ont été des protestations à des massacres d'alévis en Turquie, qui donnent toujours lieu à des commémorations. Mais ce genre de mobilisation reste ponctuel. D'une manière générale, le mouvement aléviste n'a pas les mêmes contraintes d'organisation et d'agenda que le PKK : la plupart des formations alévistes en Allemagne ne sont pas des branches d'organisations en Turquie, mais sont autonomes. Elles sont apparues à peu près en même temps, indépendamment de celles de Turquie et se sont fédérées en 1993 - de manière plus structurée qu'en Turquie - autour de l'AABF (Massicard, 2005). N'étant pas intégrée à une hiérarchie organisationnelle en Turquie et étant l'acteur central du mouvement en Allemagne, l'AABF jouit d'une autonomie d'action considérable et peut facilement adapter, redéfinir, voire tout simplement définir la cause indépendamment de l'agenda et des organisations alévistes de Turquie. Ainsi, l'association berlinoise liée à l'AABF, l'AAKM (*Alevi Anadolu Kültür Merkezi*, Centre Culturel des Alévis Anatoliens), défendait depuis sa création une vision politique et culturelle de l'alévitité, et investissait principalement les questions culturelles. Mais, percevant l'opportunité d'une reconnaissance religieuse à Berlin en 2000, elle a investi cette question et a remodelé la cause alévie en ce sens - avec succès, puisqu'elle a rapidement obtenu ce statut de communauté religieuse à Berlin. Après ce « basculement local » - pour reprendre une expression de Michel Dobry à propos de manifestations lycéennes de 1986 en France (1990, p. 366) - l'AABF a ensuite relayé ce revirement et partiellement remodelé son discours et son organisation interne, ce qui lui a permis d'obtenir ce même statut dans plusieurs Länder. Pourtant, les organisations alévistes de Turquie avec lesquelles elle coopère défendent des visions politiques et culturelles, et luttent contre les alévistes plus religieux (Massicard, 2003). Contrairement au PKK, les alévistes exilés disposent donc de davantage d'autonomie : relative liberté de choix de l'agenda politique et positionnement souple par rapport aux organisations situées sur le territoire turc.

L'analyse comparée des mouvements nationaliste kurde et aléviste peut également permettre d'éclairer la portée des logiques de concurrence horizontale au sein de cet espace, mettant en évidence son caractère fortement auto-référentiel. La première dynamique à l'œuvre est la logique de *monopolisation*, qui peut être réussie ou non. Le PKK est ainsi rapidement devenu un acteur de référence au sein du mouvement kurde, même s'il n'a jamais réussi à imposer un monopole effectif sur la question kurde : la concurrence entre le PKK et le PSK a en effet parfois été violente, et des règlements de compte entre militants des deux organisations ont fait plusieurs morts en Europe au début des années 1990. Inversement, des plates-formes revendicatives sont parfois nées autour du PKK et du PSK, montrant que dans certaines situations, les deux organisations ne peuvent se passer l'une de l'autre. Ces alliances sont cependant restées ponctuelles et, politiquement peu rentables, ont été abandonnées. Le mouvement aléviste reste en revanche très concurrentiel : de multiples organisations concurrentes ont en effet émergé de manière presque simultanée, investissant différents problèmes publics et s'appuyant sur des ressources parfois contradictoires. Aucune n'est cependant parvenue à devenir un acteur de référence. Dans des espaces plus réduits en revanche, certaines organisations sont parvenues à imposer à défaut de leur monopole, leur domination, comme l'AABF en Allemagne ou l'AAKM à Berlin, principalement en se connectant aux institutions et aux ressources allemandes (Massicard, 2005). La structure des champs multi-organisationnels (Curtis et Zurcher 1973) diffère donc : elle est essentiellement monopolistique pour les nationalistes kurdes et compétitive pour les alévistes.

¹² Celles du 10 juillet 1993 et du 18 mars 1995 à Cologne rassemblant chacune plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Le *mimétisme* constitue une autre dynamique centrale. Les organisations observent et anticipent en effet les échecs et les réussites de leurs concurrents et doivent se positionner par rapport à ces stratégies. Par exemple, la stratégie de la guérilla, très risquée, est réellement légitimante pour certains acteurs. Après avoir lui-même repris une stratégie de guérilla initiée dans les années 1970, le PKK a ainsi constitué un modèle – souvent détesté - pour les autres guérillas de la gauche radicale. Dans une volonté de concurrencer le PKK au plan militaire, le PSK a également lancé sa propre guérilla à partir de l'Irak au début des années 1990. Sans doute mal préparée, l'expérience s'est soldée par un échec qui suscite encore aujourd'hui la raillerie des militants du PKK. Inversement, le PKK tente aujourd'hui de copier les méthodes lobbyistes du PSK, plus rentables au plan diplomatique, ce qui fait dire à certains militants du PSK que le PKK a pris conscience qu'il était dans l'erreur depuis vingt ans... Au sein du mouvement aléviste, le mimétisme joue au contraire par rapport aux organisations islamiques, également actives sur les questions religieuses. Comme on l'a vu, c'est la reconnaissance, pour la première fois en Allemagne, par les institutions berlinoises d'une association islamique à dominante turque comme communauté religieuse en 2000 qui a fait prendre conscience à l'AAKM, auparavant culturelle, de cette opportunité qu'il a ensuite investie pour obtenir le même statut.

Des phénomènes d'*opposition* et de *différenciation* parcourent enfin l'espace des mobilisations. L'opposition est d'abord une constante des relations entre mouvements différents : les mouvements kurde et aléviste s'opposent ainsi frontalement aux organisations étatiques et nationalistes turques, opposition qui a parfois dégénéré en affrontements violents dans les années 1990. La différenciation, quant-à-elle, est souvent un phénomène interne à un mouvement, même si elle peut également structurer les relations entre organisations de mouvements différents. Contestant la violence et le « totalitarisme » du PKK et prenant acte de sa progressive marginalisation, le PSK a par exemple tenté de rester le seul acteur proposant une vision alternative de la question kurde en s'inscrivant dans un autre espace, celui de l'espace immigré kurde en Europe. Il s'est finalement imposé en Europe sur les questions des droits des migrants kurdes et des droits de l'homme en Turquie, et en a pour ainsi dire interdit l'accès aux autres acteurs kurdes. Peu crédible car partie prenante du conflit, le PKK n'a ainsi que rarement investi la question des droits des migrants (excepté lorsqu'elle concerne l'extradition de ses militants vers la Turquie) alors qu'il a privilégié un travail politique en continuité avec sa stratégie de la guérilla initiée en Turquie. De la même manière, les organisations alévistes ont cherché à se différencier de la gauche radicale turque - composée en grande partie d'alévis, et qui a opté pour une stratégie plus violente – et du PKK, qui a tenté avec un succès assez mitigé de se rallier les alévis kurdes dans les années 1990¹³. La dynamique de compétition entre mouvements et organisations d'un même mouvement au sein de l'espace des mobilisations de Turquie aboutit ainsi à une division tacite du travail protestataire. Cette répartition des tâches n'est néanmoins possible qu'en raison des profils et compétences différenciés des militants des nombreuses organisations.

COMPETENCES MILITANTES, GESTION DU SENS ET CULTURES D'ORGANISATION

Comme le souligne Lilian Mathieu, « la connaissance des principes de classement des multiples mouvements ou organisations qui composent l'espace, permettant de s'y repérer et de s'évaluer mutuellement entre organisations rivales ou concurrentes », sont des compétences pragmatiques nécessaires à l'appartenance pleine et entière à cet espace (Mathieu, 2002, p. 95). Mais outre cette connaissance commune des acteurs, d'autres

¹³ En 1994 est créée une fédération (FEK, *Federasyona Elewiyên Kurdistanî*, Fédération des Alévis du Kurdistan) proche du PKK.

compétences (et incompétences) contraignent leurs stratégies et permettent d'éclairer les trajectoires différenciées des organisations. Avant l'apparition des mouvements qui s'en réclament, les Kurdes et les alévis avaient souvent peu conscience de former un collectif. Les deux mouvements ont donc d'abord procédé à un travail de construction du groupe, visant d'abord à faire prendre conscience Kurdes et alévis de leur identité culturelle. Ce travail a débuté quasi-simultanément en Turquie et en Europe, et les interprétations ont circulé de plus en plus entre les territoires. Pour comprendre comment s'opère la gestion du sens de la mobilisation au sein des organisations, les compétences des fondateurs des mouvements semblent cruciales. Les cultures d'organisations ne peuvent néanmoins être considérées comme immuables : les expériences des fondateurs et des premiers militants sont en effet transmises aux nouveaux militants, mais également réinterprétées et actualisées à la lumière des dispositions différenciées des acteurs.

Comme on l'a vu, les groupes kurdes actuels naissent en Turquie dans les années 1970. Ils sont alors composés d'étudiants qui ont d'abord milité au sein d'organisations de gauche turque et ont des compétences politiques directement réutilisables. Ils ont néanmoins peu de ressources (réseaux sociaux, accès au pouvoir, ressources matérielles, etc.) ce qui va pousser certains d'entre eux à se radicaliser, la radicalisation permettant de compenser la faiblesse des ressources par un investissement accru des militants (Dorronsoro et Grojean, 2004). Se développant comme une organisation clandestine, le PKK adopte ainsi une organisation militaire très hiérarchisée et des modes d'action violents pour finalement se retrouver seul face à l'État après le 12 septembre 1980. Le PSK, qui se réfugie en Suède juste après le coup d'État de 1980 et n'est plus réellement actif en Turquie après cette date, est à l'inverse composé de nombreux intellectuels ; ses cadres peuvent facilement reprendre des études en Europe et nouer des relations avec les institutions de leurs pays d'accueil. Il se trouve néanmoins rapidement marginalisé au sein de la population kurde restée en Turquie. A la fin des années 1980, la grande majorité des cadres alévistes¹⁴ a également une socialisation politique antérieure, et des compétences acquises principalement au contact des organisations de gauche dans les années 1960 ou 1970. Il s'agit de compétences organisationnelles (parfois dans le cadre d'organisations clandestines), de capacités d'évaluation des opportunités et contraintes du champ politique, de compétences communicationnelles (propagande etc.), et dans certains cas de compétences militaires. Ainsi, la grande majorité des fondateurs des mouvements nationaliste kurde et aléviste ont des expériences militantes antérieures. Mais ces compétences ne sont pas valorisées et actualisées de la même manière dans les différentes organisations, et des inégalités de compétences subsistent, ce qui a des conséquences sur les trajectoires des organisations.

Sans nous risquer à analyser les trajectoires des organisations uniquement à la lumière de leur cause ou de leur idéologie, force est de constater que les *types* de revendications participent de l'évolution des pratiques et discours d'une organisation. Ainsi, plus enclin à la lutte armée qu'aux débats intellectuels¹⁵, le PKK a réussi à imposer un monopole de la définition de la kurdicité (les Kurdes forment une nation qui a droit à un État), notamment par la coercition, rendant la cause difficilement négociable. Cela ne signifie pas que la définition de la cause kurde soit donnée une fois pour toutes, ou que la violence du PKK soit davantage « identitaire » que « stratégique » (Braud, 1993) : le parti kurde a en effet constamment cherché à accumuler des ressources en vue de négocier avec les États turc et allemand, parfois

¹⁴ À l'exception, en Allemagne, des fondateurs des associations Hacı Bektaş Veli, qui avaient peu d'expérience politique. Cependant, ils ont été rapidement marginalisés au sein de l'AABF.

¹⁵ Dans les années 1980-1990, de nombreux intellectuels kurdes sont assassinés par des « inconnus » en Turquie. Ces assassinats ont également participé du non-renouvellement des cadres interprétatifs de la cause kurde définis par le PKK.

même en défendant des positions très contradictoires. Cependant, ce monopole se traduit par l'adoption de modes d'action plus performatifs que délibératifs : la vérité est établie et il faut en témoigner. Les modes d'action adoptés doivent alors toujours tenir compte de la cause progressivement sacralisée. A partir du début des années 1990, alors que le soutien de la population kurde augmente, les compétences politiques des nouveaux militants ne leur permettent pas de remettre en cause la définition originelle : ils connaissent souvent la guerre depuis leur enfance, n'ont pas d'expérience politique au sein d'autres organisations, et ont été socialement remodelés au sein d'un parti radical (réécriture biographique, discipline acquise dans des camps d'entraînement en Europe ou au Moyen-Orient, rituels d'allégeance à Öcalan). En Allemagne, les cadres du PKK sont en général des primo-arrivants à qui la culture d'organisation a été transmise par les fondateurs lors d'un passage en prison ou dans la guérilla : ils ont généralement déjà expérimenté la grève de la faim, ont un rapport à l'État souvent traumatique, attendent beaucoup de l'Europe et ne connaissent que peu la langue de leur pays d'accueil. Inversement la marginalisation du PSK lui a procuré des marges de manœuvre plus importantes : mieux informés des potentialités réelles du mouvement car moins radicaux, n'ayant pas à se justifier d'une stratégie violente au Moyen-Orient, ses militants davantage éduqués ont procédé à une véritable hiérarchisation des objectifs (droits culturels et humanitaires à court terme, Kurdistan socialiste et indépendant à très long terme). La cause était alors davantage négociable, autorisant des modes d'action plus délibératifs. L'abandon de la guérilla en 1998 a cependant provoqué une véritable révolution au sein du mouvement nationaliste kurde et notamment du PKK. Le parti, qui cherche aujourd'hui à se concentrer sur l'action « diplomatique » en Europe, semble s'être davantage ouvert à une quatrième cohorte de militants davantage éduqués, qui ont étudié à l'université et pourraient réorienter les modes d'action du parti, d'autant plus que cette génération a noué plus de liens avec des associations et partis locaux « allemands ». Des brochures sur les droits des minorités en Europe ont ainsi été publiées, ainsi que documents sur les droits des migrants. Néanmoins, comme on l'a vu, la compétition interne au parti reste très intense et rien n'indique pour le moment que les anciens cadres, qui ont des compétences difficilement convertibles, accepteront de céder leur place aux jeunes générations.

La situation du mouvement aléviste est très différente. Les multiples organisations défendent des visions différentes de l'alévité : certaines la définissent comme un phénomène religieux (une branche de l'islam, une religion propre, voire l'incarnation de l'athéisme), d'autres comme un phénomène politique (qui peut aller d'une philosophie de la libération et de la résistance à une manière de vivre tolérante, en passant par la démocratie par excellence), d'autres encore comme une culture, et d'autres enfin comme une ethnie (mise en avant des éléments « chamanistes » turcs ou « zoroastriens » kurdes). Toutes ces définitions s'accompagnent de revendications différenciées et d'une lutte pour l'imposition du sens, tant vers l'intérieur que vers l'extérieur du groupe. Or, aucune organisation n'est parvenue à imposer sa vision ni à monopoliser la cause. De ce fait, les modes d'action des alévistes sont très délibératifs, et les cadres et militants consacrent une part considérable de leur activité aux déclarations publiques, manifestes, et débats internes. La diversité de leurs interprétations et de leurs revendications permet également d'expliquer que les alévistes investissent les champs politique, religieux et culturels, de manière simultanée ou différenciée. (Massicard, 2005). Si chaque organisation s'engage principalement dans tel ou tel champ, certaines voient aussi leur intérêt dans l'entretien d'une certaine ambiguïté. Là encore, les compétences des militants permettent en grande partie d'expliquer ce phénomène. Pour la plupart des fondateurs, l'engagement dans l'alévisme correspond d'abord à un rejet de la violence et de la clandestinité, après une phase de retrait au début des années 1980 consécutive à la répression, donc à une certaine rupture (Massicard, à paraître). Leurs compétences militantes ont néanmoins souvent été en partie réactualisées dans les années 1980 au sein d'organisations

légales (partis, syndicats, associations, ou organisations luttant pour les droits des étrangers ; Voir Sökefeld et Schwalgin, 2000, p.15). Certaines de ces organisations investies étaient allemandes : institutions multiculturelles - comme pour l'actuel dirigeant de l'AABF -, mais aussi syndicats ou partis allemands, comme pour le premier dirigeant de l'AABF, qui a mis au service de l'organisation ses liens avec les acteurs politiques allemands. En outre, les organisations alévistes n'ont jamais construit de structures de formation des militants en vue de leur inculquer des compétences spécifiques : ils valorisent fortement les compétences acquises à l'extérieur de l'espace des mobilisations, à la différence du PKK qui exige des militants de renoncer à leur « ancienne personnalité » pour devenir de « vrais Kurdes ». L'apparition dans les années 1990 d'une nouvelle génération de militants, qui a grandi en Allemagne, est passée par l'université allemande, maîtrise les règles de l'interaction avec les institutions, et s'impose peu à peu – avec des résistances - à la tête de certaines organisations, a également participé en grande partie de cette ouverture. Ces compétences permettent de comprendre les trajectoires d'organisations : ainsi, ce n'est pas l'organisation aléviste la plus religieuse qui a saisi l'opportunité d'une reconnaissance religieuse à Berlin, mais la plus soucieuse de coopérer avec les institutions allemandes, la plus engagée dans les relations publiques, celle dont les cadres ont le plus de compétences liées au contexte allemand.

On observe ainsi d'un côté une cause prédéfinie, relativement rigide et non négociable, et de l'autre une cause en perpétuel débat, articulée de manières diverses et sectorielles. Cette gestion différenciée du sens de la mobilisation est intimement liée aux cultures politiques qui s'instituent progressivement dans les interactions entre militants d'une même organisation. Cependant, elle est également fonction des interactions avec l'extérieur, et notamment les institutions turques et allemandes.

LOGIQUES EXTERNES DE DIFFERENCIATION

L'espace des mobilisations de Turquie ne prend en effet tout son sens que considéré du point de vue de l'extérieur : les représentations qu'en ont les institutions allemandes ou françaises, les qualités que lui donnent les médias néerlandais ou belges ont des répercussions importantes sur l'espace des mobilisations lui-même, qu'il soit pris dans sa globalité ou à l'échelle de chaque mouvement ou organisation. Ainsi, les rapports des organisations kurdes et alévistes aux tiers, c'est-à-dire aux acteurs politiques extérieurs (médias, autorités, acteurs politiques turcs et allemands), contraignent également leurs trajectoires et leur investissement dans certains problèmes publics.

Un certain nombre de problèmes publics peuvent être tout d'abord plus ou moins fermés à tel ou tel mouvement, parce qu'il ne possède pas les compétences requises à l'entrée, ou parce que le droit d'entrée lui est dénié par les participants. Se pose ici la question de la *réception* des mouvements et de leurs revendications en Allemagne et en Turquie. Les institutions allemandes sont-elles également sensibles à toutes les revendications élaborées au sein de l'espace transnational des mobilisations de Turquie ? Dans le cas des revendications kurdes et alévistes, l'État allemand est bel et bien réceptif aux deux : il s'agit en effet d'un problème de « minorités », lié à la démocratisation de la Turquie, et importé sur son sol. Mais très vite le traitement des deux questions diverge sur un enjeu central : celui de la « sécurité ». Considérés comme « terroristes » par l'État turc, les nationalistes kurdes du PKK ont été criminalisés par les institutions allemandes dès la fin des années 1980 avec les procès de Düsseldorf, au départ liés à des extorsions de fonds. Puis, à partir de 1993, le PKK est interdit en Allemagne et en France suite à un vague de protestation spectaculaire et sur l'insistance du gouvernement turc : le conflit kurde devient alors un facteur de *policy-making* dans les relations germano-turques (Atilgan, 2002). Les cadrages des médias allemands – qui

reproduisent largement les seuls cadrages disponibles du conflit, ceux du PKK et de l'Etat turc - ont par ailleurs joué un rôle central dans cette catégorisation : si les Kurdes peuvent être décrits comme des victimes lorsqu'ils vivent en Turquie, ils sont essentiellement des « terroristes » en Allemagne, comme le prouvent leurs contacts avec l'extrême gauche allemande. Ce déni de légitimité a ainsi permis aux institutions allemandes de fermer certains problèmes publics au PKK, alors que les revendications linguistiques et humanitaires du PSK étaient au contraire ouvertement soutenues. L'autolimitation des revendications du PKK est alors toujours soupçonnée de « tactique » et le parti se retrouve ainsi prisonnier d'une identité publique qu'il récuse.

En revanche, si les alévites sont parfois catégorisés comme « terroristes » en Turquie par certaines institutions ou ennemis politiques – de manière beaucoup moins massive que le PKK cependant -, ce n'est jamais le cas en Allemagne. Ils brillent ainsi par leur absence dans les rapports du *Verfassungsschutz*¹⁶. Ceci s'explique d'abord effectivement par leurs modes d'action non violents. Mais les alévistes font également tout pour se distinguer publiquement des « terroristes » et tentent de se forger une image de modération, de contre-poids au nationalisme kurde, à l'islamisme ou à la gauche radicale, en se réclamant de valeurs socialement valorisées comme la tolérance. La question alévie n'est donc pas (ou marginalement) un facteur de *policy-making* dans les relations germano-turques, et l'Etat turc n'a pas de véritable discours extérieur sur ce point : les organisations alévistes constituent les seules sources d'information pour les journalistes et les acteurs politiques allemands. Ils sont aujourd'hui très bien vus auprès des Verts, du SPD et de certaines institutions allemandes. En outre, les institutions allemandes connaissaient peu les alévites jusqu'à très récemment. L'absence d'identité publique contraignante explique qu'aucun problème public d'Allemagne n'était a priori fermé aux alévistes. Ainsi, l'investissement soudain de la question religieuse par certains alévistes à partir de 2000, pourtant contradictoire avec leurs activités préalables en Allemagne ou leur action en Turquie, s'est avéré crédible et n'a pas été dénoncé comme illégitime ni bloqué, mais au contraire encouragé par certaines institutions allemandes, d'autant qu'il correspondait mieux à leurs propres catégories (Massicard, 2003).

Comme le signale Dobry (1990), la question des chances de succès est centrale dans l'investissement de certains problèmes publics par les mouvements. Ce sont elles qui expliquent en grande partie le revirement religieux de l'organisation aléviste. En Turquie, aucun champ ne semble fournir des chances de succès plus importantes que les autres : de fait, ils sont tous investis simultanément par différentes organisations opérant une division tacite du travail (Massicard, 2005). En Allemagne en revanche, la perception des chances de succès sur une question (la reconnaissance religieuse d'une organisation rivale, première en son genre) est immédiatement suivie de l'investissement de cette question par l'organisation la plus ouverte à l'environnement allemand. La perception des chances de succès n'est probablement pas la même pour le PKK. Même si on ne peut pas déceler de logique décisionnelle linéaire ou univoque, même si des différences locales sont sensibles et invitent à la prudence lorsque l'on réfléchit à l'échelle macro-sociologique, l'absence d'autolimitation des revendications est sans doute liée à la perception qu'il n'y a rien à attendre de l'Etat allemand. La cause étant non négociable, le PKK ne cherche pas un succès moins important, qui serait considéré comme une compromission et un abandon de la cause : il maintient alors des revendications globales et radicales, considérées par certains militants eux-mêmes comme irréalistes. Prisonnier de sa propre cause dans sa relation avec les institutions allemandes, le PKK fait essentiellement pression sur la politique étrangère de l'Allemagne, domaine structurellement sourd aux revendications de la rue.

¹⁶ L'office de renseignements, littéralement de « protection de la Constitution », rédige des rapports annuels sur les groupes susceptibles de déstabiliser l'ordre constitutionnel.

Enfin, si les répertoires d'action en Allemagne s'élaborent non par simple importation, mais en interaction avec les autres acteurs, l'agenda politique du Moyen-Orient et les relations avec l'État turc ont des répercussions importantes en exil, au moins pour les organisations opérant sur les deux territoires. Jusqu'au début des années 1990, les types d'action du PKK et des alévistes en Allemagne sont similaires, associatifs et non-violents. Mais on observe rapidement une disjonction : l'absence de réaction des États européens après la guerre du Golfe au début des années 1990, alors même que l'armée turque avait carte blanche au Kurdistan d'Irak et que le PKK obtenait un soutien croissant dans la population, semble ainsi avoir encouragé le parti kurde à employer des modes d'actions plus musclés et plus médiatiques. Après des opérations spectaculaires en Europe en 1993, la répression est particulièrement sévère, même si relativement délimitée dans le temps : interdiction du parti et de toutes ses associations proches, d'un certain nombre de journaux, réponses souvent positives aux pressions turques contre le PKK, etc. Ce sont alors les interactions avec l'État allemand - et surtout la mémoire de ces interactions (notamment avec la police) - qui deviennent centrales dans l'émergence de la violence dans les manifestations kurdes. Mais l'État d'origine continue de jouer un rôle structurant : c'est en effet par l'intermédiaire des consulats turcs en Europe que la répression de l'État turc contre les Kurdes s'étend en Allemagne à partir de la fin des années 1980 et surtout au début des années 1990. Pressions pour l'interdiction du PKK, des médias pro-kurdes et des prénoms kurdes, collaboration des polices turques et européennes au sein d'Interpol ont en effet également contribué à la criminalisation des nationalistes kurdes en Allemagne. Cette coopération a incité un certain nombre de Kurdes à assimiler l'Allemagne à la Turquie - d'autant plus que l'Allemagne continuait à vendre à l'armée turque des armes servant à la contre-guérilla -, et a donc conduit à la reproduction d'une configuration conflictuelle assez analogue à celle de la Turquie, au moins aux yeux des nationalistes kurdes.

CONCLUSION

La notion d'espace transnational des mobilisations semble ainsi bien adaptée à la compréhension des différences de trajectoires entre organisations issues d'un même pays d'origine. Elle permet en effet d'abord de rendre compte de l'historicité des phénomènes de mobilisation : les immigrés ont bien souvent une culture contestataire préalable, contrairement à ce que la sociologie des mobilisations avait tendance à avancer au début des années 1990. En favorisant la mise en lumière des logiques de concurrence entre organisations, la notion d'espace des mobilisations permet également de comprendre les interdépendances qui unissent les différents acteurs : compétition entre plusieurs branches d'une même organisation, mimétismes entre organisations de mouvements différents, différenciation entre organisations d'un même mouvement... Ces logiques de concurrence sont néanmoins socialement construites et ne sont pas des caractéristiques « naturelles » de l'espace : nous avons également montré en quoi les compétences politiques des acteurs (facteurs internes), ainsi que les catégorisations des tiers (facteurs externes) constituaient un ensemble d'atouts et de contraintes influant sur les stratégies des mouvements et sur leurs trajectoires.

Bibliographie :

Amiriaux, Valérie (1999), « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, n°33-34, 1999.

Argun, Betigül Ercan (2003), *Turkey in Germany. The Transnational Sphere of Deutschkei*, London, Routledge.

- Atılgan, Canan (2002), *Türkische Diaspora in Deutschland : Chance oder Risiko für die deutsch-türkischen Beziehungen ?* Hambourg, Deutscher Orient-Institut.
- Bozarslan, Hamit (1999), « Le phénomène milicien. Une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, XXXI, pp. 185-244.
- Braud, Philippe (1993), « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures et Conflits*, n°9-10.
- Bruinessen, Martin van (2000), « Turkey, Europe and the Kurds after the capture of Abdullah Öcalan », in Martin van Bruinessen, *Kurdish Ethnonationalism versus Nation-Building States*, Istanbul, The Isis Press.
- Curtis, Russell L. et Zurcher, Louis A. (1973), « Stable Resources of Protest Movement: The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, vol. 52, n°1.
- Dobry, Michel (1990), « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in Pierre Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de Science Po, p. 357-386.
- Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier (2004), « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, URL : <http://www.ejts.org/document198.html>
- Dufoix, Stéphane (2003), *Les diasporas*, Paris, PUF, « Que sais-je ».
- Edelman, Murray (1991), *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- Faist, Thomas (dir.) (2000), *Transstaatliche Räume*, Bielefeld, Transcript.
- Grojean, Olivier (2004), « Immigration et solidarités transnationales : l'engagement politique en exil », in Guillaume Devin (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, p. 43-57.
- Grojean, Olivier (à paraître), « Les répertoires du conflit kurde », in Gilles Dorronsoro (dir.), *L'action collective en Turquie*, Paris, CNRS Editions.
- Lagroye, Jacques (1993), « De l'"objet local" à l'horizon local des pratiques » in Albert Mabileau (dir.), *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan.
- Landau, Jacob M. (1974), *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden, Brill.
- Leggewie, Claus (1999), « Turcs, Kurdes et Allemands. Histoire d'une migration : de la stratification sociale à la différenciation culturelle, 1961-1990 », *Le Mouvement Social*, n°188, juillet-septembre 1999, p. 103-118.
- Massicard, Élise (2003), « Alevist Movements at Home and Abroad: Mobilization Spaces and Disjunction » *New Perspectives on Turkey*, n°28-29, p. 163-188.
- Massicard, Élise (2005), *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF.
- Massicard, Élise (à paraître), « Les mobilisations identitaires en Turquie après 1980 : un nouveau registre de mobilisation ? Le cas du mouvement aléviste », in Gilles Dorronsoro (dir.), *L'action collective en Turquie*, Paris, CNRS Editions.
- Mathieu, Lilian (2002), « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°1, p. 75-100.

McCarthy, John D. et Zald Mayer N. (1977), « Resources Mobilization and Social Movements: A partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), p. 1212-1241.

Østergaard-Nielsen, Eva (2001), « Transnational Political Practices and the Receiving State: Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, 1 (3), p. 261-281.

Ögelman, Nedim (2003), « Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks », *International Migration Review*, p. 163-193.

Sökefeld, Martin et Schwalgin Susanne (2000), *Institutions and their Agents in Diaspora: A comparison of Armenians in Athens and Alevi in Germany*, Working Paper "transnational communities", WPTC-2K-11, URL :

<http://www.transcomm.ox.ac.uk/working%20papers/schwal.pdf>.

Sökefeld, Martin, « Über die Schwierigkeit, dem türkischen Nationaldiskurs zu entkommen: Aleviten in Deutschland und „Hürriyet“ », in Martin Sökefeld (Hrsg.), *Jenseits des Paradigmas kultureller Differenz*, Bielefeld, Transkript, 2004.